

Des pistes pour redonner envie d'Europe

L'approfondissement, c'est maintenant

Intégration L'Europe peut se relancer à partir d'un noyau dur. Mais le temps presse.

C'est quand qu'on va où ? Et avec qui ? La "renégociation" du contrat d'adhésion britannique à l'Union européenne lors du sommet de février dernier a ouvert le débat sur le principe, fondateur "d'union toujours plus étroite". Londres insiste sur le fait que le degré d'appartenance à l'Union peut être différencié – ce qu'il est déjà entre pays qui sont, ou non, membres de la zone euro et/ou de l'espace Schengen.

Le référendum britannique, quelle qu'en soit l'issue, devrait ouvrir une fenêtre d'opportunité pour clarifier les choses. A charge des Etats membres qui le veulent de relancer le processus d'intégration moribond. Ils pourraient se regrouper autour d'un noyau dur composé des pays la zone euro. En principe : car d'aucuns seraient d'avis de laisser les pays du sud de côté, tandis que certains pays d'Europe centrale et orientale, comme la Slovaquie, ne sont pas nécessairement demandeurs de plus d'intégration. "Le noyau dur doit comprendre les deux, trois grandes économies", commente Charles de Marcilly, de la fondation Robert Schuman, "mais l'échéancier du rapport du président (de la Commission) Juncker (sur l'approfondissement de l'UEM, Ndlr) tient compte des calendriers électoraux en France et en Allemagne. Peut-être d'autres pays doivent-ils prendre l'initiative".

Autour de ce noyau dur serait "un second cercle uni à l'Europe. On aurait un marché commun, on partagerait un certain nombre de principes communs. Et puis, il y aurait un troisième cercle, nos voisinages, comme les Balkans, qui garde-

raient une perspective d'entrée dans l'Europe, plus réaliste puisqu'ils entreraient d'abord dans ce deuxième noyau", avance Jacques Rupnik, professeur à Sciences-Po Paris.

Une vraie solidarité

En quoi pourrait consister ce saut vers plus d'intégration ? D'abord par une politique de convergence économique plus poussée des pays de l'UEM, placée sous le "patronage" d'un ministre des Finances de la zone euro (vice-président de la Commission). Il faut encore compléter l'Union bancaire et l'Union des capitaux.

Mais cela ne suffira pas si l'élément de solidarité est absent du projet. Entre Etats, cette solidarité doit prendre la forme d'un "budget de la zone euro" – idéalement financé par des ressources propres – destiné à absorber les chocs économiques subis par certains Etats membres. "Il ne faut pas traîner", prévient M. de Marcilly, "parce que si un pays plus important devait se trouver en difficulté, on ne pourrait pas refaire ce qu'on a fait pour la Grèce". A moyen terme, il faudrait convaincre les pays réticents d'accepter une mutualisation, du moins partielle, des dettes publiques des pays de l'eurozone. "On ne récupérera pas l'électeur sans justice fiscale et sociale", ajoute Pierre Defraigne, président de la Fondation Madariaga-Collège d'Europe. Aussi, les objectifs sociaux devraient être considérés avec autant d'attention que le respect du pacte de stabilité. Une harmonisation fiscale partielle doit mettre un

terme à la concurrence acharnée à laquelle se livrent les Etats membres.

Enfin, pour combler les hiatus démocratiques et renforcer l'efficacité des décisions prises, l'intégration doit également être politique. Les décideurs de la zone euro devraient être comptables d'un "Parlement de la zone euro" et/ou d'une chambre rassemblant des députés nationaux de pays de l'UEM, qui aurait son mot à dire sur le budget.

A l'échelon de l'UE, les fonctions de président de la Commission et du Conseil européen doivent être fusionnées, pour créer celle de président de l'Union, qui tiendrait son mandat des électeurs (via des listes partiellement transnationales lors des européennes).

Certaines choses peuvent s'effectuer à traité constant, d'autres nécessitent de prendre le risque de rouvrir le couvercle de la boîte de Pandore institutionnelle. Pour intellectuellement séduisante qu'elle puisse paraître, la voie du fédéralisme européen, chère au Belge Verhofstadt, est politiquement impraticable.

Plus d'intégration, mais pourquoi ?

Mais même un objectif d'intégration plus réaliste réclame une volonté politique... que l'on ne perçoit guère, au-delà des slogans. "Est-on certain qu'il y a un groupe de pays prêts à créer quelque chose d'une nature qualitative différente de ce qu'est l'UE ? Je me demande si même les six pays fondateurs sont sur une même ligne", s'interroge Janis Emmanouilidis de l'European policy centre. "Aller plus loin dans l'intégration est à la fois une nécessité pour la survie du projet européen et en même temps une impossibilité vu l'état des opinions publiques. C'est la définition de la tragédie", glisse Jacques Rupnik.

Pour Pierre Defraigne, l'argument fondamental en faveur de plus d'intégration est moins économique que géopolitique : "Le mal radical de l'Europe, c'est d'abord avoir été conduite sur le marché. Si on avait commencé par la Défense, on n'en serait pas là. Si personne ne dit que la mission de l'Europe c'est d'empêcher la rebipolarisation du monde, dominé par les Etats-Unis et la Chine, et de favoriser un monde multipolaire fondé sur le droit, il n'y aura pas d'enjeu pour la renforcer."

Olivier le Bussy et M. U.

"Cameron a créé un précédent. On est dans le détricotage. Il faut immédiatement faire un contre-feu."

PIERRE DEFRAIGNE

Directeur exécutif de la Fondation Madariaga-Collège d'Europe.

La Défense

Un indispensable bras armé

Si l'Union veut s'affirmer dans le monde comme acteur de paix et de stabilisation, unie sur un modèle de société, elle ne peut faire l'impasse sur le développement d'une véritable défense commune. Ses Etats membres devraient s'y engager avec le volontarisme de l'ambition (qu'aucun ne cultive actuellement),

au lieu d'avancer à pas trop comptés en préservant leurs sacro-saintes souveraineté et prérogatives nationales. Car, sans défense commune, pas de politique étrangère crédible.

L'Union posséderait alors toute la gamme des moyens nécessaires pour agir sur le cours du monde : économiques, juridiques, humanitaires, financiers, civils et militaires. Cela passe par un budget européen, un état-major européen,

un commandant des troupes intégrées européen. Pour commencer, les pays pourraient dépenser mieux en rationalisant leurs efforts de défense, en se spécialisant et se mettant au service de tous. L'Union doit pouvoir réagir en cas d'attaque et de catastrophe – nucléaire par exemple. Comme le dit Pierre Defraigne, directeur exécutif du Centre Madariaga – Collège d'Europe, *"elle ne sera vraiment prise au sérieux par ses citoyens que le jour où elle assurera leur sécurité"*. **S.Vt.**

Un siège au Conseil de sécurité, une utopie ?

Représentation L'Union européenne y gagnerait en efficacité et en puissance.

Verra-t-on un jour l'Union européenne siéger en tant que telle au Conseil de sécurité de l'Onu? La Communauté, qui force l'admiration dans le monde bien plus qu'en son sein, gagnerait terriblement en crédibilité, en efficacité et en puissance.

Mais voilà, le Conseil de sécurité n'est pas près de se démocratiser ni de s'élargir et l'idée relève encore de l'utopie. Les membres permanents européens (France et Royaume-Uni) ne cernent pas l'intérêt qu'ils auraient à partager, voire céder, leur place à leurs partenaires (Allemagne en tête) ou à l'Union en tant que telle. Or, écrit Sylvie Goulard dans son *"Europe pour les Nuls"* (First Editions), *"si la politique étrangère et de sécurité commune doit un jour exister, ce siège doit être partagé"*. *"Le sacrifice ne serait pas plus grand que celui accompli par les Allemands lorsqu'ils ont cédé le Mark pour faire l'euro."*

Cette évolution fondamentale donnerait un nouvel élan à l'Union. Une nouvelle dimension planétaire dans un monde multipolaire.

Si les Européens veulent peser de tout leur poids sur la scène internationale, ils

doivent parler et agir d'une seule voix, comme ils le font lors des grands cycles de négociations commerciales. La Communauté y a joué un rôle décisif parce qu'elle seule représentait tous ses membres. Les Européens de la première heure avaient été assez intelligents pour faire du commerce extérieur une compétence exclusive de l'Union qui n'a en la matière qu'un visage et une parole : ceux du commissaire.

Une place au FMI

La zone euro – bien plus intégrée que la politique étrangère – n'en est pas à ce stade, elle non plus, ce qui limite l'efficacité de son message dans les institutions financières internationales. *"Malgré l'importance des enjeux pour (elle), sa représentation extérieure au sein du FMI est, pour le moment, très fragmentée et peu efficace"*, regrettait la Commission l'an dernier.

L'idée serait d'obtenir un siège unique au sein du conseil d'administration de l'organisation pour jouer un rôle plus actif, coordonné et productif. *"Cette démarche, qui s'appuierait sur le renforcement de la gouvernance interne de la zone euro déjà réalisé, constituerait une étape importante pour donner plus de poids à la zone euro dans l'économie mondiale."*

Et là, on se situe moins dans le registre de l'utopie. Bref, on pourrait y arriver. Et continuer à rêver à un siège onusien jusqu'à ce que la volonté et la raison l'emportent.

S.Vt.

Des experts

Pour réaliser notre dossier "L'Union est morte, vive l'Union",

nous avons sollicité l'avis d'une série d'experts européens, politologues, économistes, élus, etc. venus des quatre coins de l'Union. En voici la liste : Francis Briquemont, Richard Corbett, Pierre Defraigne, Vaïa Demertzis, Janis Emmanouilidis, Botond Feledy, Sylvie Goulard, Ulrike Guérot, Philippe Lamberts, Anna Paczesniak, José Antonio Palmeira, Cristian Preda, Federico Romero, Jacques Rupnik, André Sapir, Marlene Wind, Olivier Costa, Nathalie Brack, Charles de Marçilly.

Sortir de la phobie migratoire

Asile Les Européens ont tout à gagner d'une politique plus ouverte et strictement encadrée.

S'il est un dossier qui a fait exploser au grand jour la faillite politique et morale de l'Europe, c'est sans aucun doute celui de l'asile et de l'immigration. C'est donc aussi en parlant de celui-ci que le projet européen pourrait partiellement se reconstruire. *"Une politique d'asile commune est possible, souligne le politologue italien Federico Romero (Institut universitaire européen de Florence). Il n'y a aucune raison pour que l'UE ne puisse pas avoir une politique planifiée en la matière, qui permettrait même d'organiser le départ des migrants depuis leur pays d'origine pour éviter d'entamer des périples dangereux. Mais nous ne le faisons pas."*

Après avoir tenté la carte de l'humanisme et de l'ouverture, la Commission européenne est revenue à plus de cynisme, comme l'illustre l'accord passé avec la Turquie ou sa récente proposition de "pactes" avec les pays africains qui laissent la furieuse impression que les Européens se replient sur eux-mêmes et cherchent avant tout à externaliser la gestion migratoire, sauf quand ils peuvent en tirer profit.

De l'avis de nombreux spécialistes en

la matière, une révision plus ambitieuse est pourtant envisageable. Des règles de Dublin tout d'abord, qui font reposer sur les épaules de pays d'entrée dans l'UE la responsabilité de la gestion de l'accueil des demandeurs d'asile. *"Une première étape serait d'autoriser les demandeurs d'asile à introduire leur dossier dans le pays de leur choix, mais une seule fois",* suggérait récemment dans "La Libre" le

chercheur François Gemmenne (Ulg - Science-Po Paris). *"Le pays par lequel ils sont entrés en Europe leur délivrerait une sorte de sauf-conduit temporaire, le temps qu'ils puissent rejoindre celui où ils ont choisi de déposer leur demande d'asile. C'est une mesure qui permettrait aux candidats d'être mieux informés sur les critères imposés par les différents pays et d'introduire leur dossier là où ils estiment avoir le plus de chance de le voir aboutir. Cela éviterait*

en outre de faire peser toute la charge administrative sur les pays d'entrée (Italie, Grèce, Malte). Ensuite, dans un monde idéal, les critères seraient harmonisés dans tous les pays dans le strict respect des conventions de Genève. On créerait un bureau central européen chargé de gérer les demandes pour toute l'UE. Une fois sa requête acceptée, le demandeur serait libre de s'installer dans l'Etat membre de son choix."

G.T.

Nous sommes en train de transformer un problème relativement modeste en un problème plus important qui affecte les relations entre Etats membres.

L'Europe sociale

Une Union à visage humain

Les citoyens veulent une Europe différente. Qui peut les blâmer de tourner le dos à cette Communauté qui a couru au secours des banques et exigé des politiques d'austérité au prix de leur bien-être social? *"Nous devons, en tant qu'Europe, faire la démonstration au monde qu'il y a la place pour un modèle social, malgré les contraintes de la compétitivité dans une économie globale. Nous n'allons pas sacrifier notre modèle social à la compétitivité: ce serait suicidaire",* avertit Pierre Defraigne, directeur de la fondation Madariaga du Collège d'Europe. Que ce soit pour le bien-être des Européens, pour la pérennité de l'euro ou même pour sa propre survie, l'UE se doit de dépoussiérer les dossiers sociaux. Non pas pour effectuer une uniformisation des Vingt-huit systèmes vers le bas, mais bien pour les tirer vers un modèle européen social fort, efficace, ambitieux, qui constitue la fierté des Européens et l'idéal de ceux qui nous observent. Selon M. Defraigne, *"l'ambition du plein-emploi n'est pas une utopie du passé, mais un impératif politique d'aujourd'hui"*. Qui devrait donc figurer parmi les priorités centrales de l'UE, au même rang, sinon à un rang plus élevé, que la stabilité monétaire et la croissance économique. Aussi, une directive européenne visant à mieux lutter contre le dumping social permettrait de promouvoir plus d'équité et d'éviter de mettre en concurrence les travailleurs européens. Et s'attaquer à la défaillance affligeante des systèmes de santé dans certains pays européens montrerait que l'UE est prête à assumer le devoir indispensable d'assurer des soins de qualité à tous ses citoyens. Les chantiers ne manquent pas. A l'Europe de trouver enfin le courage de s'y plonger. **M.U.**

La fiscalité

En finir avec une concurrence nuisible entre Etats

En matière de fiscalité, les Etats membres se livrent à une guerre de tous contre tous. L'ont démontré le scandale Luxleaks et les enquêtes ouvertes par la Commission sur les avantages fiscaux offerts par le Grand-Duché, par les Pays-Bas, l'Irlande ou la Belgique aux multinationales. Or, avec cette philosophie du moins-disant fiscal les finances publiques, et le citoyen – si pas de l'Etat concerné, de ses voisins – sont toujours perdants.

Aussi, la Commission européenne a-t-elle (r) ouvert le chantier miné d'une assiette commune consolidée pour l'impôt des sociétés (l'Accis) actives dans l'UE. Sa mise en place bénéficierait les entreprises œuvrant dans plusieurs Etats membres, puisque cela leur permettrait de recourir à un guichet unique pour remplir leur déclaration fiscale et consolider leurs profits et pertes dans l'Union. Mais l'Accis aurait aussi pour effet de réduire la concurrence fiscale entre Etats qui se prêtent au jeu de l'optimisation fiscale agressive pratiqué par les multinationales. Attention : sensible. Ce n'est pas par hasard si les décisions concernant la fiscalité se prennent à l'unanimité au Conseil.

Par ailleurs, ces dernières années, la Commission a déposé plusieurs propositions – insuffisamment ambitieuses, jugent d'aucuns – allant dans le sens d'une plus grande transparence : le reporting des sommes versées dans les entreprises, pays par pays, et la révision de la directive sur la fiscalité de l'épargne privée, étendant le champ d'application de l'échange automatique d'informations entre pays.

Enfin, il faudra un jour se pencher sur le grand impensé de la fiscalité dans l'Union qu'est l'impôt européen, vieux serpent de mer de la construction européenne. Cet impôt européen – qui pourrait être une taxe carbone, ou le produit de la taxe européenne sur les transactions financières, en espérant qu'elle voie le jour – financerait le budget européen (qui est un budget d'investissement) et mettrait un terme aux discussions de marchands de tapis entre capitales concernant leur contribution au budget. Un impôt européen pourrait également un éventuel budget de la zone euro – jugé comme une étape indispensable du renforcement de la solidarité entre Etats membres l'Union économique et monétaire. **OleB**

L'énergie

Reconnecter l'Europe

Allez, rêvons un peu... S'ils acceptaient de remettre un peu en question leur souveraineté nationale, les Etats membres pourraient faire de la politique énergétique un élément structurant majeur de la construction européenne. S'ils acceptaient dans la foulée de remettre en question l'austérité, les Européens pourraient encourager les investissements publics et privés massifs, profitant des bas taux de financement actuels, pour bâtir un système énergétique bien plus résilient et efficient qu'aujourd'hui. Celui-ci s'exercerait prioritairement

autour de la réduction de la consommation et la gestion de l'utilisation de l'énergie en adaptant et en interconnectant les réseaux électriques afin d'intégrer des productions renouvelables décentralisées. Pour accélérer la percée de ces technologies, les Vingt-huit mettraient un terme définitif aux subsides accordés aux énergies fossiles et s'accorderaient sur un prix du CO₂ réellement dissuasif. Le tout reposerait sur une feuille de route progressive mais sans ambiguïté. Il y a dix jours, neuf pays riverains, dont la Belgique, ont annoncé leur volonté de coopérer pour exploiter au mieux les ressources éoliennes de la mer du Nord. La preuve que rien n'est impossible, quitte à avancer par petits groupes d'Etats membres disposés à faire preuve de leadership. **G.T.**